



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Retour-sur-la-marche-nucleaire-en-questions>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Echos des luttes antinucléaires > **Retour sur la marche "nucléaire en questions" - lettre ouverte aux député.e.s**

30 août 2018

Retour sur la marche "nucléaire en questions" - lettre ouverte aux député.e.s

Du 27 juillet au 27 août, de nombreux marcheur.se.s, militant.e.s, spécialistes et conférencier.e.s se sont donné rendez-vous au cours de 29 étapes dans le nord-ouest de la France. À la suite de cette marche partie de la Hague pour rejoindre l'Assemblée nationale, les organisateur.trice.s ont souhaité dresser le bilan de tous ces échanges dans une lettre ouverte aux député.e.s.



Chers députés de la République Française,

En 32 jours, nous avons parcouru plus de 500 kilomètres à pied de La Hague à Paris. De Courtonne la Meurdrac aux Andelys, de la salle des fêtes de Siouville jusque dans la rue à Magny en Vexin, nous avons discuté en détail avec plus de 1000 citoyens sur le sujet du nucléaire.

Nous avons aussi eu le bonheur d'accueillir des conférenciers qui ont répondu à nos questions avec précision en évitant les raccourcis les plus faciles. Toutes ces conférences seront bientôt mises en ligne.

Si nous devons résumer ce que nous avons appris, nous le ferions en quatre points :

1. La transparence sur le nucléaire, sous couvert de secret d'état est largement en deçà de ce qui est nécessaire.

Même les élus sont mis à l'écart. Une désinformation se crée de cette opacité.

Cela concerne

- ▶ les pollutions aux abords des installations et leurs impacts
- ▶ les transports de matières radioactives
- ▶ les déchets
- ▶ la sûreté et la sécurité
- ▶ les suites de Fukushima et de Tchernobyl
- ▶ les coûts réels du nucléaire
- ▶ les liens d'influence au niveau des administrations territoriales et d'état, y compris les liens entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire
- ▶ la destabilisation, pouvant aller jusqu'à l'intimidation voire la criminalisation de certains militants, et le manque de subventions des associations indépendantes représentant le public
- ▶ les enquêtes publiques menées avec des hypothèses de départ biaisées
- ▶ les tentatives de destabilisation du secteur des énergies renouvelables.

2. La question des déchets est très largement sous-estimée. La question de Bure ne représente que la partie visible de l'iceberg.

Alors qu'un débat public est sur le point d'avoir lieu, le manque total de transparence et les liens d'influence cités plus tôt ne permettent pas de croire en l'impartialité de ce débat. Cette question est transversale et touche aux sujets suivants :

- ▶ Le devenir de l'usine de retraitement de La Hague et les liens avec le nucléaire militaire
- ▶ La réalité du devenir des matières radioactives valorisables

- ▶ Les transports de matières radioactives
- ▶ Leur devenir et les pollutions qui en découlent
- ▶ La sécurité et la sûreté pendant des milliers d'années des sites de stockage et d'entreposage
- ▶ Les transactions internationales en déchets nucléaires et les créations de zones de déchets dans certains pays
- ▶ Les coûts du nucléaire.

3. Plus personne ne croit au nucléaire comme une source d'énergie qui a de l'avenir. Il ne s'agit pour toutes les personnes que l'on a pu croiser que de savoir par quoi le nucléaire peut être remplacé et dans quel espace temps. Cela touche aux éléments suivants :

- ▶ Une programmation pluri-annuelle de l'énergie qui ne soit pas biaisée vers un prolongement artificiel du nucléaire
- ▶ Les aides aux entreprises françaises qui travaillent dans ce secteur
- ▶ La décentralisation de l'électricité
- ▶ La création de mix énergétiques locaux qui soient autosuffisants
- ▶ L'autoconsommation collective
- ▶ Une information fiable sur les sujets des pollutions induites, des ressources nécessaires et du stockage d'électricité.

4. La bombe atomique est une bombe qui n'a aucune utilité militaire à l'heure où la mort de civils dans les zones de conflit est tant que possible évitée.

L'ICAN, prix Nobel 2017 de la paix, a mis en avant une campagne pour un traité d'abolition des armes nucléaires. Nous avons du mal à croire que cette arme induit autre chose pour notre défense qu'un manque de financement vers d'autres pans de notre politique de défense nationale. La France aura-t-elle le courage d'être le premier pays détenteur de l'arme nucléaire à signer ce traité ? Nous espérons que vous puissiez être sur ces sujets qui pèseront sur nos terres pendant des milliers d'années attentifs à nos préoccupations,

Les organisateurs de la marche "nucléaire en questions"

Le 27 août, La Grande Marche est arrivée à Paris. Une délégation a été reçue à l'Assemblée nationale par Barbara Pompili, députée de la majorité La République en Marche et Présidente de la Commission du Développement durable. L'élue de la Somme a accepté la présence de notre vidéaste et de sa caméra afin que l'échange soit le plus transparent possible.

Rencontre-interpellation de la députée Barbara Pompili à l'arrivée de la marche

Retrouvez toutes les vidéos des conférences de la grande marche nucléaire sur cette page :

<https://www.youtube.com/channel/UC14uh1PLwLUfmBbDV1NV4IQ/videos>